

COSTA RICA

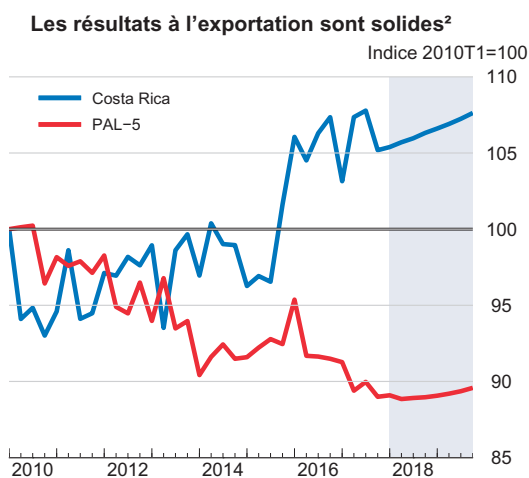
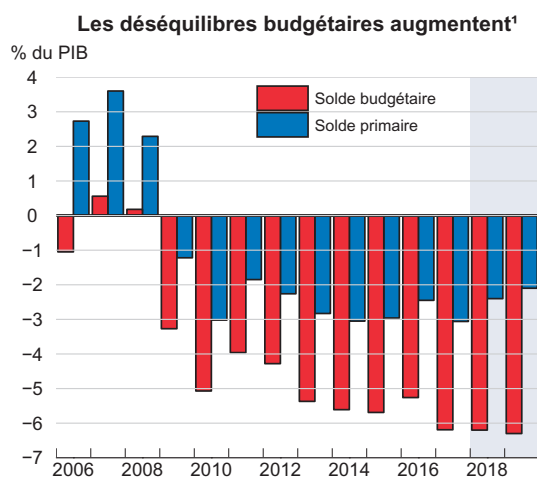
Les prévisions indiquent que la croissance devrait rester robuste, portée par les exportations et l'investissement direct étranger. L'investissement intérieur devrait rebondir grâce aux projets d'infrastructures publiques. En dépit d'une solide croissance de la production, le chômage restera élevé, signe de la persistance d'un décalage entre l'offre et la demande de compétences. L'inflation augmentera, mais elle devrait demeurer en dessous de 3 %.

Restaurer la viabilité des finances publiques s'impose désormais avec plus d'urgence. Une reconduite des mesures d'assainissement actuelles, morcelées, se traduira par une amélioration modeste du solde primaire, mais ne suffira pas à enrayer la dégradation de la trajectoire de la dette publique, ce qui tirera les taux d'intérêt vers le haut et nuira à l'investissement privé et aux perspectives de croissance. Plus la dette publique s'alourdit, plus l'État risque de se trouver incapable de couvrir ses besoins de financement par l'émission d'emprunts, ce qui l'obligerait à pratiquer des coupes préjudiciables dans le système de protection sociale et mettrait en danger la stabilité macroéconomique. Des réformes structurelles visant à réduire l'ampleur du secteur informel, à améliorer le système éducatif, à remédier au déficit d'infrastructures et à renforcer la concurrence auraient pour effet de stimuler la productivité et de favoriser une croissance inclusive.

La croissance à large assise se poursuit

Si la croissance de la production demeure supérieure à 3 %, elle a été plus faible que prévu au second semestre de 2017 en raison de conditions météorologiques défavorables ; la tempête tropicale Nate, en particulier, a perturbé la production agricole et les projets de construction en cours. Ces perturbations, conjuguées à la hausse des taux d'intérêt, se sont

Costa Rica



1. Concerne l'administration centrale.

2. Rapport entre les volumes d'exportations et les marchés d'exportation pour le total des biens et des services. PAL-5 : moyenne simple des données de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie et du Mexique.

Source : Ministère des Finances; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729838>

Costa Rica : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	27.2	3.6	4.2	3.2	3.7	3.7
Consommation privée	18.0	4.6	3.5	2.6	3.3	3.9
Consommation publique	4.8	2.3	2.4	2.9	2.4	2.3
Formation brute de capital fixe	5.3	3.1	3.8	-2.8	2.7	4.3
Demande intérieure finale	28.1	3.8	3.3	1.7	3.1	3.6
Variation des stocks ¹	-0.2	0.3	0.0	0.8	0.2	0.0
Demande intérieure totale	27.9	4.2	3.5	2.5	3.4	3.7
Exportations de biens et services	8.8	2.8	11.4	5.0	4.9	6.0
Importations de biens et services	9.5	4.4	8.7	3.1	4.2	5.7
Exportations nettes ¹	-0.7	-0.7	0.5	0.6	0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.7	1.8	2.0	2.1	3.0
Indice des prix à la consommation	—	0.8	0.0	1.6	2.9	3.0
IPC sous-jacent ²	—	1.8	0.1	1.2	2.5	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.6	9.5	9.1	9.6	9.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.8	-2.6	-3.0	-3.0	-3.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730902>

traduites par une contraction de l'investissement privé. La croissance vigoureuse de la production ne s'est pas répercutée sur le marché du travail ; le taux de chômage est resté supérieur à 9 % et plus de 40 % des travailleurs occupent des emplois dans le secteur informel.

Les perspectives budgétaires se sont dégradées

Après une période de décélération, l'inflation sous-jacente et l'inflation globale sont repartiées à la hausse pour s'établir à des taux compris dans la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif. La banque centrale a commencé à réduire l'orientation accommodante de sa politique et a relevé son taux directeur plusieurs fois entre avril 2017 et février 2018. Les résultats budgétaires continuent de se dégrader. Le déficit budgétaire de l'administration centrale s'est établi à 6.2 % du PIB en 2017, chiffre le plus mauvais depuis près de deux décennies, et le déficit primaire a atteint 3.1 % du PIB, contre 2.4 % en 2016. La dette de l'administration centrale s'est envolée, passant de 24 % du PIB en 2008 à 49 % en 2017, et les paiements d'intérêts représentent de ce fait désormais près de la moitié du déficit.

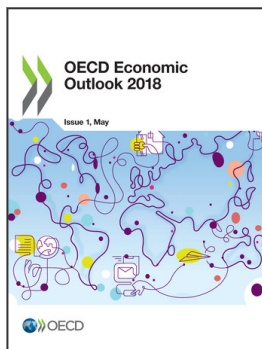
Les blocages politiques ont empêché l'adoption de lois qui permettraient de faire face à la situation budgétaire, et les mesures d'assainissement morcelées actuellement appliquées ne parviendront pas à stopper la poursuite de l'accroissement du déficit. Un projet de loi visant à renforcer les finances publiques suit actuellement une procédure accélérée au Congrès, mais il n'est pas certain qu'il sera adopté. De plus, même si cette réforme était mise en œuvre, il faudrait prendre d'autres mesures d'assainissement pour

ramener la dette publique à un niveau prudent. Étant donné que le multiplicateur budgétaire paraît faible, les efforts d'assainissement budgétaire déployés n'auront probablement qu'un effet limité sur la croissance à court terme, mais ils pourraient améliorer la confiance des investisseurs et des consommateurs.

Le chômage va demeurer élevé selon les prévisions, reflétant une inadéquation structurelle entre l'offre et la demande de compétences tandis que l'économie s'oriente vers des activités exigeant un haut niveau de connaissance. Des réformes de l'éducation sont ainsi nécessaires pour améliorer les résultats et renforcer les liens avec le marché du travail. Si les anticipations inflationnistes demeurent bien ancrées, elles se situent néanmoins dans le haut de la fourchette cible, ce qui, ajouté au comblement progressif de l'écart de production et aux tensions croissantes nées de la situation budgétaire, va nécessiter de nouvelles hausses du taux directeur.

La situation budgétaire représente un risque négatif par rapport aux perspectives

La croissance devrait se redresser grâce au renforcement de la demande extérieure qui sous-tend les exportations, y compris dans les secteurs du tourisme et des services professionnels à forte intensité de compétences, ce qui devrait aussi aider à redresser le solde de la balance courante. L'investissement devrait également se renforcer, car les dépenses d'infrastructures publiques et de reconstruction vont augmenter suite à l'ouragan Otto et à la tempête tropicale Nate. Le principal risque intérieur de divergence par rapport aux perspectives réside dans le déficit budgétaire, obstinément élevé, et dans la dette publique, qui s'alourdit rapidement ; si rien n'est fait, cette situation menacera, à terme, la stabilité macroéconomique du Costa Rica et son modèle de développement, jusque-là concluant. Sur les marchés internationaux, une correction désordonnée des prix des actifs créant des turbulences financières, et une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire dans les économies avancées, pourraient déclencher des sorties de capitaux qui mèneraient à une dépréciation non anticipée de la monnaie. Cet enchaînement affaiblirait alors encore plus la situation budgétaire du Costa Rica et menacerait sa stabilité financière, car le secteur bancaire du pays est encore fortement dollarisé et une large part des prêts libellés en dollars sont accordés à des emprunteurs dépourvus de couverture.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Costa Rica », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-13-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.